

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :
archives ouvertes (1958-1974)*

La politique, l'Afrique et le monde

Contenu de ce document :
Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974) · Sarah Mohamed-Gaillard

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V^e République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V^e République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :
979-10-231-3421-6



JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle

Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe

François David

L'Afrique indépendante dans le système international

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)

Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (XIX^e-XX^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses

des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :
archives ouvertes
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

QUATRIÈME PARTIE

**Affaires diplomatiques
& diplomatie d'affaires**

LE NICKEL CALÉDONIEN, UN LEVIER DE LA PUISSANCE FRANÇAISE EN OCÉANIE (1958-1974)

Sarah Mohamed-Gaillard

De retour au pouvoir en 1958, le général de Gaulle engage rapidement en Nouvelle-Calédonie une politique destinée à resserrer les liens entre l'État et ce territoire d'Outre-mer. Le transfert en 1962 du centre d'expérimentation des essais nucléaires du Sahara en Polynésie française place ce territoire au cœur de la politique d'indépendance nationale défendue par le général de Gaulle et impose à la France de se maintenir dans ses territoires d'Océanie. Cette nouvelle donne renforce l'intérêt stratégique de la Nouvelle-Calédonie, présentée depuis le XIX^e siècle comme le socle de la présence française en Océanie, et dont la remise en cause de son attachement à la République pourrait affecter celui des autres archipels océaniques gérés par la France¹. Or l'éventualité d'une telle déstabilisation est inenvisageable dès lors que le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) est installé en Polynésie française.

La Nouvelle-Calédonie est en outre riche en nickel, minéral qui devient sous la V^e République un sujet de premier plan du développement économique de l'archipel. La maîtrise de cette matière première est également importante pour l'indépendance nationale de la France et pèse dans le maintien de ce TOM dans le giron de la République. Investi d'intérêts à la fois économiques et stratégiques, le nickel n'échappe pas aux mesures de reprises en main de la Nouvelle-Calédonie, devenant ainsi un sujet éminemment politique. Jacques Foccart lui fait d'ailleurs une large place dans ses notes pour les présidents de Gaulle et Pompidou comme dans ses souvenirs évoquant la Nouvelle-Calédonie. Le secrétaire général de l'Élysée aux Affaires africaines et malgaches dont l'influence pèse fortement sur la définition de la politique de la France dans les territoires français d'Océanie, ne dissocie pas la question du nickel des enjeux politiques que représentent la Nouvelle-Calédonie pour la France tant au plan national qu'international. Nous verrons ainsi que le nickel tient une place de choix dans les dispositions législatives visant à ancrer le territoire à la

1 Sarah Mohamed-Gaillard, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique sud de 1946 à 1998*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.

République et que la France entend contrôler cette richesse afin de se prémunir contre les appétits étrangers, mais aussi comme un moyen de peser sur les tensions internes au territoire.

LE NICKEL, UN ÉLÉMENT CLÉ DE LA REPRISE EN MAIN DU TERRITOIRE VOULUE PAR LE GÉNÉRAL DE GAULLE

Le « roi Nick », un acteur calédonien majeur

342

Le nickel constitue le moteur de l'économie calédonienne, la principale source de revenus du territoire ainsi que son principal pourvoyeur d'emplois. En 1950, la filière nickel représente ainsi 72 % du commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie sans que la production n'ait encore retrouvé son niveau d'avant-guerre en raison d'un équipement vieillissant, de difficultés de ravitaillement en charbon et de la concurrence canadienne². En outre, la France achète la production de la Société Le Nickel (SLN) à un prix supérieur au cours mondial ce qui est une façon de subventionner l'entreprise et de soutenir le budget calédonien puisque le chiffre d'affaire de l'entreprise représente plus de 18 % du revenu du territoire.

Dominant la vie économique calédonienne depuis la fin du XIX^e siècle, la SLN détient 60 % des titres miniers de l'archipel et dispose de la seule usine de transformation du nickel du territoire³. Le reste des titres miniers est détenu par de petits mineurs, expression qui désigne des acteurs qui extraient le nickel, mais ne le transforment pas et dont le plus important est la société Ballande. L'État s'inquiète alors non sans raison des choix individuels que pourraient faire les petits mineurs d'autant que les sociétés minières nord-américaines s'intéressent de plus en plus aux réserves calédoniennes⁴. Tel est notamment le cas d'INCO, premier producteur mondial de nickel qui annonce en 1964 vouloir prendre pied dans l'archipel.

Les intérêts étrangers pour le nickel calédonien se manifestent au moment même où les relations entre le Territoire et la SLN se tendent et sont donc susceptibles d'aiguiser ou de profiter des tensions. En 1964, la SLN entreprend de développer la production de son usine de Doniambo en construisant un sixième four électrique et une centrale thermique et elle inaugure un nouveau centre minier à Poro. Mais en 1965, la SLN suspend ses investissements en réaction au refus de l'Assemblée territoriale de lui accorder les avantages fiscaux

2 AMAE, Note pour l'ambassadeur secrétaire général, 12 décembre 1951.

3 Yann Bencivengo, *Nickel. La naissance de l'industrie calédonienne*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, 2014.

4 NLA, MS 5700, 14/153, *The Australian Miner*, « How Rothschild runs New Caledonia and its nickel », 22 février 1971.

qu'elle réclame⁵. Ce différend inquiète d'autant plus le gouvernement français que l'entreprise traverse une forte crise sociale et Jacques Foccart se souvient que le général de Gaulle lui affirmait alors : « Il faut faire quelque chose, car Le Nickel sait certainement bien ce qu'il a à faire, mais si nous laissons la situation en l'état, toute la population sera bientôt dressée contre la société, et ce n'est pas l'intérêt de la France. Par conséquent, il faut trouver une formule, une solution⁶. »

Acteur clé de l'économie de l'archipel, la SLN en est aussi un acteur politique et peut même apparaître comme un contre-pouvoir. Après avoir mené en 1966 une mission en Nouvelle-Calédonie pour le ministère de l'Industrie, l'ingénieur en chef des mines, Paul Gadilhe, préconise donc la « création d'une ou de plusieurs sociétés importantes autres que la Société le Nickel et indépendantes de celle-ci⁷. »

Une seconde usine : avec ou sans INCO ?

La création d'une seconde société est entérinée dès le début de 1967, mais il reste à en déterminer la composition. À la veille de la visite du général de Gaulle en Nouvelle-Calédonie en septembre 1966, Jacques Foccart déplore en effet le manque d'intérêts des investisseurs français. Alors que des capitaux étrangers tentent d'investir le territoire, il invective : « Il faut faire un effort, il faut travailler, voir les gens, les inciter à investir⁸. »

Reste aussi à déterminer la place faite à INCO dans ce projet. Le 14 juin 1967, Pierre Billotte évoque une société « à majorité française grâce à la participation d'une grosse entreprise de chez nous » et à laquelle prendraient part des sociétés étrangères dont INCO⁹. Le ministre des Départements et territoires d'Outre-mer semble ici suivre l'avis de Louis Devaux, président directeur général de la SLN, qui, lui écrit le 8 juin 1967 : « S'il s'avérait possible de s'assurer qu'à la fois par le contrôle d'intérêts français majoritaires d'une part, par des obligations financières d'autre part et peut-être aussi par une convention sous telle ou telle forme à imaginer avec le gouvernement canadien, stipulant que l'*International Nickel* s'interdira de se mêler à aucun moment – soit directement, soit par personne interposée – de la politique du pays, peut-être serait-il moins dangereux d'avoir un loup muselé à l'intérieur de la bergerie que d'avoir, à

5 Jean Freyss, *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*, Paris, PUF, 1995, p. 90.

6 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. 1, *Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967)*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997, p. 483-484.

7 Paul Gadilhe, Ingénieur en chef des Mines, *Le Développement de l'industrie du nickel en Nouvelle-Calédonie. Premier rapport de mission*, Ministère de l'Industrie, 1966.

8 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, *op.cit.*, t. 1, p. 359-360.

9 *Ibid.*, p. 656-659.

l'extérieur, un adversaire puissant et libre, qui pourrait d'ailleurs utiliser contre la France et contre ses intérêts économiques et politiques des armes subversives, dès l'instant où ses activités ne pourraient pas être contrôlées¹⁰. »

Louis Devaux partage ce point de vue avec Georges Pompidou, Jacques Foccart et Michel Debré, mais la participation d'INCO ne fait pas l'unanimité. Le Premier ministre craint qu'INCO formule de nouvelles demandes une fois obtenue l'exportation de latérites pauvres, appréhension que balaye Pierre Billotte¹¹. Foccart juge dangereux de renforcer une société qui détient déjà un quasi-monopole du nickel et lui préfère une société américaine dont le nickel n'est pas la spécialité. Seule la position du ministre des Finances se rapproche de celle de Louis Devaux : certes, le projet nécessite des capitaux étrangers, mais INCO doit rester « fortement minoritaire » et une société française doit en assurer le commandement pour des raisons politiques¹². Toutefois, de Gaulle, désireux de briser le monopole de la SLN, se rallie finalement aux éléments favorables à INCO.

344

Dans un contexte marqué par des tensions avec la SLN, l'intérêt d'INCO et la tentation des petits mineurs d'y répondre, le gouvernement gaulliste, soucieux de resserrer ses liens avec la Nouvelle-Calédonie, promulgue de nouvelles lois visant à contrôler l'accès au nickel tout en resserrant les liens entre l'archipel et la République.

Tenir le nickel pour ancrer le territoire à la France ?

Les concessions fiscales accordées à la SLN pèsent sur le budget du territoire qui, lorsqu'il est en déficit, se tourne vers l'État. En métropole, des voix s'élèvent donc pour dénoncer la mauvaise gestion des élus locaux et des fonctionnaires nommés dans le territoire ainsi que les effets délétères de la large autonomie permise par l'application de la loi-cadre Defferre à la Nouvelle-Calédonie en 1957. De retour au pouvoir, de Gaulle entreprend de resserrer les liens entre l'État et ce territoire.

La loi Jacquinot de décembre 1963, qui vise la « dépolitisation de l'administration¹³ », amorce le retour de l'État dans les affaires calédoniennes. Ainsi, le pouvoir exécutif revient au gouverneur qui est à la fois chef des services de l'État et chef des services territoriaux ; le conseil de gouvernement est réduit à

10 AN, 89 AJ (ex FNSP, 4 DE/64), Lettre de Louis Devaux au général Pierre Billotte, ministre d'État chargé des DOM-TOM, n° 15487, 8 juin 1967.

11 AN, AG/5(2)/74, Note manuscrite de la présidence de la République agrafée à des notes datées de septembre 1969.

12 AN, 89 AJ (ex FNSP, 4 DE/64), Notes manuscrites de Michel Debré, Élysée, 3 juin 1967.

13 AN, 19940227/65, Haut-commissariat au ministre chargé des DOM-TOM, Nouméa, 7 octobre 1965.

n'être qu'un organe collégial consultatif élu à la proportionnelle; les fonctions de vice-président et de ministres disparaissent et le cumul des mandats de députés, de conseillers de gouvernement et de membre de l'Assemblée territoriale n'est plus possible. Cette dernière disposition vise clairement Maurice Lenormand, président de l'Union calédonienne (UC), député de la Nouvelle-Calédonie et vice-président du conseil de gouvernement du territoire. Un des objectifs de cette loi est donc d'affaiblir l'UC qui domine alors la scène politique, suscitant des tensions au sein du territoire, mais aussi entre celui-ci et la métropole.

Les trois lois Billotte de janvier 1969 poursuivent la reprise en main du territoire. La première de ces lois fait du nickel, du cobalt et du chrome des minerais stratégiques dont la recherche et l'exploitation sont réservées à l'État. Le territoire perd donc la gestion du régime minier au profit de l'État qui entend éviter l'ingérence d'investisseurs étrangers dans l'exploitation de la principale richesse calédonienne. Cette disposition marque profondément l'opinion publique calédonienne qui qualifie de scélérates les lois Billotte.

Un deuxième texte organise la création et l'organisation de communes dans le territoire et fixe le cadre de la transformation des municipalités existantes en communes de droit national dotées de ressources budgétaires. Cette loi vise à dégager le pouvoir local des influences exercées par quelques petits mineurs et par l'UC, mais aussi à accroître la représentativité de la population de l'arrière-pays pour, au final, opposer au pouvoir de l'Assemblée territoriale un contre-pouvoir communal.

Enfin, la troisième loi concède au seul État le pouvoir d'accorder des avantages fiscaux aux entreprises s'engageant à réaliser dans le territoire des investissements supérieurs à trente millions de francs. À l'état de projet, ce texte semble ne pas avoir fait l'unanimité: Georges Pompidou paraît réservé, Maurice Couve de Murville y voit une façon de favoriser « les grosses affaires capitalistes », tandis que Jacques Foccart le défend afin d'éviter que les sociétés ne fassent pression sur les autorités locales et s'ingèrent dans les affaires politiques du territoire. Il affirme ainsi au Général: « Les grosses sociétés capitalistes, croyez-moi, feront bien mieux leurs affaires avec les élus de l'Assemblée territoriale qu'avec le gouvernement français et je peux même vous dire ceci: admettez que l'INCO, ou une société comparable, veuille investir, mettons 50 milliards, en Nouvelle-Calédonie. Elle va faire pression sur les conseillers territoriaux, les acheter 10 millions pièce, si je puis dire, moyennant quoi elle obtiendra le dégrèvement et elle aura aussi l'Assemblée dans la main pour d'autres choses. Vous livrez votre Assemblée aux finances des gros trusts, c'est tout à fait évident¹⁴. »

14 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op. cit.*, t. 2, *Le Général en Mai (1968-1969)*, 1998, p. 401.

Cette déclaration de Foccart, comme les dispositions des lois Billotte, manifestent clairement la volonté du gouvernement de reprendre en main le territoire pour contrôler ses choix politiques et garder la maîtrise de son potentiel économique et stratégique.

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL, UN MOYEN D'ANCER LA NOUVELLE-CALÉDONIE DANS LA RÉPUBLIQUE

La Nouvelle-Calédonie n'échappe pas à la politique de modernisation industrielle de la France qu'engage le président Pompidou. L'objectif étant de faire du territoire le troisième exportateur mondial de nickel, la construction d'une deuxième usine de traitement du nickel, le maintien de la production sous contrôle français et l'ouverture contrôlée aux capitaux étrangers deviennent des priorités éminemment politiques.

346

L'enjeu politique du nickel

Quatre des dix conseils restreints que la présidence Pompidou consacre à l'Outre-mer, traitent du développement industriel calédonien et le VI^e Plan vise pour 1975 une production de 200 000 tonnes de nickel ce qui revient à quintupler la production en cinq ans. La conjoncture internationale est alors favorable, car la longue grève qui a touché INCO a fait chuter les stocks de minerai et les acheteurs se tournent davantage vers la Nouvelle-Calédonie, y suscitant de 1969 à 1972 un véritable boom du nickel. L'objectif des 200 000 tonnes doit avant tout profiter aux intérêts français et comme le souligne le ministère du Travail : « les sociétés industrielles créées ou à créer devront être contrôlées par des groupes industriels français, mais les importants intérêts financiers et industriels étrangers, auxquels il est et sera fait appel, devront être étroitement surveillés et liés par des engagements très précis¹⁵. » Le Plan prévoit la construction de trois nouvelles usines appelant la création de trois ports nécessaires au transport du nickel et de trois villes pour loger la main-d'œuvre qu'il faut d'ailleurs attirer sur le territoire. L'ambitieux plan de développement minier et industriel de la Nouvelle-Calédonie demande donc de développer les infrastructures de l'archipel dans leur ensemble et d'en anticiper les conséquences démographiques, sociales et politiques ; comme l'illustre l'exemple du projet d'usine de Poum.

En 1969, la SLN développe le projet d'une usine de ferronickel à Poum alimentée par des gisements appartenant aux groupes Lafleur et Ballande,

15 AN, AG/5(2)/1042, Relevé des décisions du Conseil restreint consacré au développement industriel de la Nouvelle-Calédonie, Paris 9 mars 1970 à 15 h 30, Paris, 13 mars 1970.

mais dont l'exploitation reviendrait à la compagnie Patino dont la SLN détient 51 % du capital. Implantée au nord de la Grande Terre, cette usine permettrait de développer un bassin d'emploi dans une région majoritairement kanak¹⁶ et agricole ainsi qu'un pôle urbain pouvant remédier à la congestion de l'agglomération de Nouméa, mais, à la condition qu'y soient développées les infrastructures nécessaires. Dès 1970, ce projet amène à Poum quelque 1 200 travailleurs, majoritairement des célibataires en raison du manque de logements nécessaires à l'installation de familles. Les autorités françaises s'inquiètent rapidement du désœuvrement de cette main-d'œuvre largement masculine en dehors de ces heures de travail, de ses contacts avec la population mélanésienne et estime qu'elle forme « une masse, inoccupée durant ses loisirs, parfaitement malléable à toute propagande syndicaliste et politique¹⁷. » Le développement de l'industrie calédonienne dépasse largement le volet économique et investit le nickel d'enjeux politiques d'autant plus forts que le Caillou est considéré comme « la clé de voûte de la présence française dans le Pacifique¹⁸. »

La dimension politique du nickel est donc essentielle. Les autorités métropolitaines purent par exemple s'inquiéter des liens d'affaire et de famille unissant le sénateur Henri Lafleur et fondateur de la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), avec son homologue de Wallis et Futuna Henry Loste, actionnaire majoritaire de la Société minière Ballande et dont son fils, Hervé Loste, est le directeur général. Comme en témoigne le projet de Poum, les intérêts de la SMSP et de Ballande sont liés à la SLN ce qui fait craindre à Paris, la « formation d'un véritable Trust dont il conviendrait de déséquilibrer l'influence si l'on ne désire pas que des troubles sociaux et politiques prennent naissance sur ce territoire¹⁹. » Rappelons ainsi que la fin des années 1960 est marquée par un réveil kanak dont les aspirations d'abord identitaires et culturelles ne tardent pas à porter dans le champ politique les revendications d'une population kanak discriminée. La main-d'œuvre métropolitaine et océanienne qui arrive dans le territoire à la faveur du boom du nickel, est dès lors perçue par les autorités françaises comme un moyen de noyer par la démographie ces aspirations kanak qui ne tardent pas à se muer en revendication d'indépendance. Le nickel place ainsi la France devant de multiples défis : il lui faut développer le maillage administratif du territoire ; se coordonner avec les entreprises privées pour la

16 Depuis les accords de Matignon de 1988, le mot *kanak* est invariable en nombre et en genre.

17 AN, AG/5(2)/256, Note du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population au secrétaire général de l'Élysée, au sujet des problèmes soulevés par le développement industriel de la Nouvelle-Calédonie.

18 AN, AG/5(2)/256, déjà cité.

19 *Ibid.*

construction des infrastructures nécessaires au développement industriel et à l'implantation durable de la main-d'œuvre extra-calédonienne investit d'un rôle politique, tout en gardant le contrôle sur les sociétés minières pour que leurs intérêts au mieux ne gênent pas, voire appuient ceux de la République en Nouvelle-Calédonie.

Promouvoir le développement industriel pour en finir avec le monopole de la SLN ?

348

Nous l'avons vu, le général de Gaulle, inquiet du monopole exercé par la SLN, accepte une ouverture contrôlée du nickel à INCO. Est ainsi fondée à la fin des années 1960, la Compagnie française industrielle et minière du Pacifique (COFIMPAC) détenue à 40 % par INCO et à 60 % par la Société auxiliaire minière du Pacifique (SAMIPAC) qui représente les intérêts français. Cette Compagnie prévoit d'assurer dès 1972 la production de 14 000 à 15 000 tonnes de ferronickel à partir d'un minerai d'une teneur de 2,25 à 2,40 % de nickel ce qui n'est possible qu'avec le savoir-faire d'INCO en matière d'exploitation des latérites.²⁰ La création de la COFIMPAC manifeste donc clairement la volonté de l'État français de mettre un terme au monopole de la SLN. Mais la SAMIPAC rencontre des difficultés financières qui retardent le projet²¹. INCO qui y voit la mauvaise volonté de ses partenaires français, menace alors de traiter directement avec certains petits mineurs²².

Or, ces derniers s'agitent, car ils souhaitent exporter sans limitation leur minerai au Japon ce que refuse le gouvernement. Ce refus a pu être perçu comme un moyen de pression exercé par la France sur le gouvernement japonais pour qu'il accorde à la SLN un prêt qu'elle a sollicité pour la construction de la nouvelle usine de Poum²³. Quant à Jacques Foccart et René Journiac, ils suspectent le Japon de piloter en sous-main le mouvement d'humeur des petits mineurs. Rappelons que le Japon qui importe la totalité du minerai nickélicifère dont a besoin son industrie sidérurgique en plein développement, est intéressé par les réserves calédoniennes et constitue un débouché important pour la production du Caillou. Tandis que les autorités françaises restent inquiètes des appétits étrangers, les petits mineurs dénoncent la volonté de l'État de les éliminer du marché du nickel.

Dans ce contexte, le conseil restreint du 23 février 1971 débat de l'avenir de la COFIMPAC. Tandis que le président Pompidou semble envisager de

20 AN, AG/5(2)/74, Projets actuels de cofimpac, 30 septembre 1969.

21 NLA, MS, 5700, 14/53, *The Australian Miner*, « Cofimpac in trouble », 22 février 1972.

22 Jacques Foccart, *op. cit.*, t. 3, *Dans les bottes du Général (1969-1971)*, 1999, p. 25. Entretien de l'auteur avec Jean Montpezat, Paris, 2005.

23 NLA, MS, 5700, 14/53, *The Australian Miner*, « How Rothschild runs New Caledonia and its nickel », 22 février 1972.

« décrocher pratiquement partout en laissant simplement le BRGM²⁴ exercer une surveillance de principe²⁵ », Jacques Foccart est défavorable au retrait de la France au profit d'INCO. Pour remédier aux difficultés, le conseiller de l'Élysée préconise de réduire à 51 % les intérêts de la France au sein de la COFIMPAC, de rechercher des participants européens pour augmenter le capital de la SAMIPAC et d'autoriser Péchiney-Ugine à s'installer comme producteur de nickel en Nouvelle-Calédonie²⁶. L'option défendue par Pompidou semble avoir les faveurs du conseil, mais aucune décision n'est prise si ce n'est celle de consulter le haut-commissaire Louis Verger.

Mais compte tenu des risques politiques pouvant naître de la disparition de la COFIMPAC, le conseil restreint du 23 mars suivant se rallie au « rhabillage²⁷ » soutenu par Jacques Foccart. Le capital de SAMIPAC au sein de la COFIMPAC est ainsi réduit à 51 % ; le BRGM est autorisé à réinvestir dans le territoire les produits des titres miniers qu'il détient au sud de la Grande Terre ; les actionnaires français sont incités à maintenir voire à augmenter leur participation et des participations européennes sont recherchées et le relais financier d'INCO pour la part non couverte du capital est accepté.²⁸ La COFIMPAC a pour premier objectif de produire 50 000 tonnes de métal par an durant quarante ans. Pour ce faire, le conseil restreint lui transfère à prix coûtant les titres du BRGM soit un million de tonnes de réserve tout en signalant que les titres miniers du domaine Pentecost sur lesquels INCO a une option, sont pris en compte dans le calcul. Malgré cela, le projet de la COFIMPAC échoue.

Parallèlement, le prix de vente du minerai chute de 37 % en 1972 et induit une diminution des ventes qui plombe l'objectif de production de 200 000 tonnes de minerai en 1975. Cette baisse des cours combinée à la dévaluation du dollar place la SLN dans une situation délicate : ses recettes diminuent de 20 à 25 % entre 1971 et 1973 et de bénéficiaire en 1971, la société est déficitaire en 1972 ce qui la pousse à suspendre son projet d'usine du Nord. En outre, la SLN vend sa production à des tarifs alignés sur ceux pratiqués par INCO qui maintient les cours mondiaux du nickel à un bas niveau. En 1972, le boom du nickel est donc fini et le gouvernement suit avec préoccupation les difficultés du premier employeur du territoire et ses possibles répercussions politiques. Les licenciements que la SLN engage à la veille des élections du 4 mars 1972,

24 Il s'agit du Bureau de recherches géologiques et minières qui détient 30% du capital de la SAMIPAC associée à INCO au sein de la COFIMPAC.

25 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op.cit.*, t. 3, *Dans les bottes du Général (1969-1971)*, 1999, p. 624.

26 AN, AG/5(2)/1045, Relevés de décisions du Conseil restreint consacré au développement industriel de la Nouvelle-Calédonie du mardi 23 février 1971, 11 h 30, Paris, 26 février 1971.

27 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op. cit.*, t. 3, p. 624.

28 AN, AG/5(2)/1045, déjà cité. Mardi 23 mars 1971, 12h45, Paris, 3 mars 1971.

sont d'ailleurs exploités par les partisans de l'autonomie qui y voient le moyen de « redonner aux Calédoniens la gestion de leur patrimoine minier²⁹ ». La détermination gouvernementale à garder le nickel sous contrôle continue donc à susciter de nombreuses frictions entre le territoire et la Métropole.

Soutenir la SLN, pour défendre les intérêts français

350 Le 26 avril 1973, un nouveau conseil restreint fixe des mesures propres à aider la SLN afin qu'elle ne passe pas aux mains d'INCO qui cherche toujours à s'implanter dans le territoire. L'heure n'est plus à l'entente avec le géant canadien au sujet duquel Pompidou affirme selon Foccart : « C'est une lutte à mort entre l'INCO et nous. La Société Le Nickel, c'est bien, mais ce qu'il faut voir là-dedans, c'est l'intérêt de la France³⁰. » Le soutien de la France à la SLN se traduit par le rachat de certains de ses droits miniers par le BRGM et de celui du barrage de Yaté ainsi que par une participation d'Elf-ERAP, c'est-à-dire de capitaux publics. Par ces actions, le gouvernement cherche bien selon Foccart à « déguster l'INCO³¹ » de l'exploitation du nickel calédonien.

Un autre élément clé concerne l'attribution des permis miniers à Goro, le plus important domaine minier du Sud de la Grande Terre. Au Sud, INCO détient déjà les droits sur les gisements de la plaine des Lacs et de Pernod et entend accéder au site de Goro pour « le contrôler sans partage³². » Pour contrer ce projet, les autorités françaises demandent en janvier 1973 un accord entre INCO et la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA) et annonce, en cas d'échec, une partition équitable des droits miniers de Goro « pour leur permettre soit d'entreprendre une exploitation en association, soit de proposer séparément la réalisation d'une unité de taille industrielle³³. » Mais le stratagème échoue, car, selon Gérard Piketti, conseiller technique au cabinet du ministre du Développement industriel et technique, Jean Charbonnel, INCO temporise afin de déconsidérer la SNPA aux yeux de la population calédonienne. La société canadienne semble alors prête à abandonner son projet, mais sans renoncer à son domaine ce qui gèlerait le projet de développement industriel du Sud de la Grande Terre.

Dans ce contexte, l'État joue la carte SNPA et soutient son association avec l'américain Freeport qui pourrait amener INCO à reconsidérer sa position³⁴.

29 *L'Avenir Calédonien*, « Éditorial », n° 734, octobre 1972, p. 1.

30 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op. cit.*, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, 2001, p. 346.

31 *Ibid.*, p. 206.

32 AN, AG/5(2)/1065, Ministère du Développement industriel et scientifique, cabinet du ministre, le conseiller technique, Paris, 12 février 1973.

33 AN, AG/5(2)/1065, déjà cité, 12 février 1973.

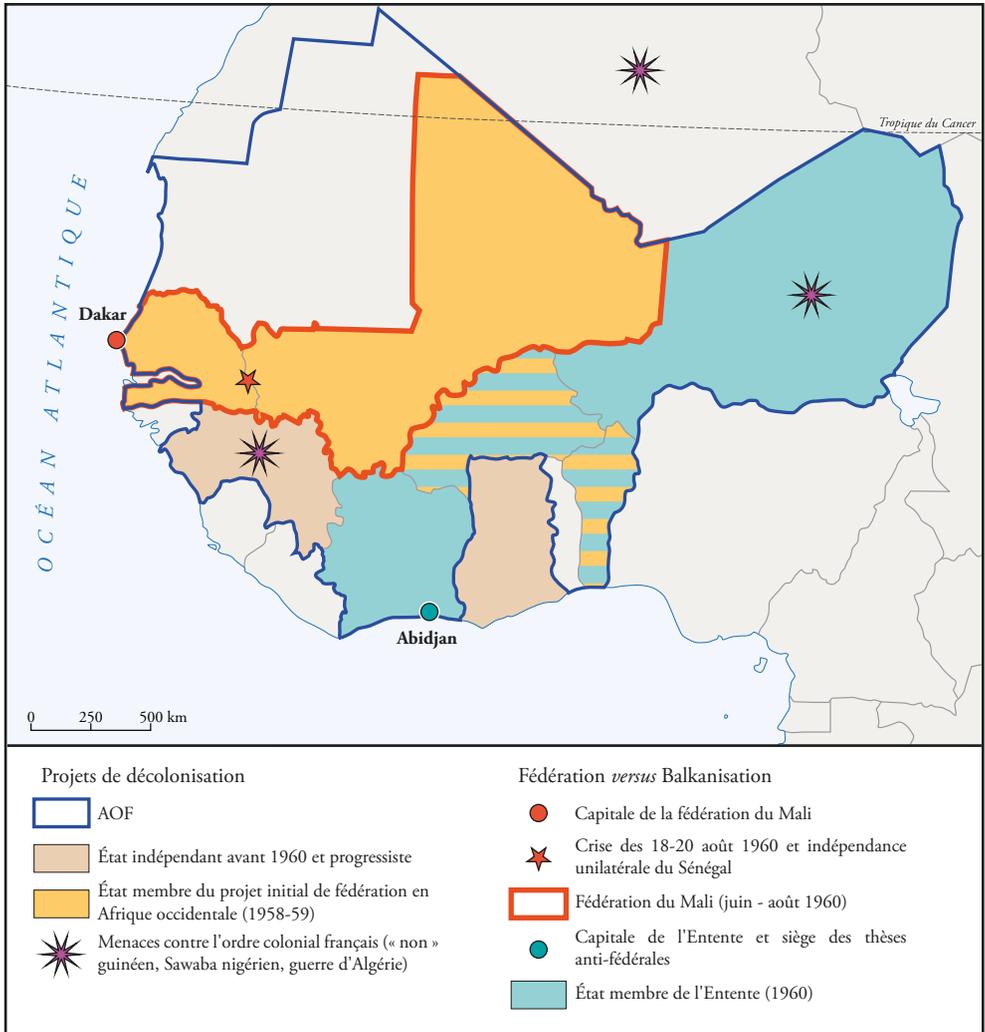
34 AN, AG/5(2)/1065, Note pour le président de la République, Paris, 16 mars 1973.

Mais, la détermination d'INCO qui revendique les titres miniers détenus par la COFIMPAC sur Goro, comme les difficultés de la SLN et de la SNPA à s'entendre, laissent le dossier en suspens et aucun de ces projets d'usine du Sud ne se concrétise. Notons qu'il faut attendre le début des années 1990 pour qu'INCO relance le projet d'exploitation des latérites de Goro. Par ailleurs, les difficultés croissantes de la SLN poussent l'État à y augmenter la participation des capitaux publics à partir de 1974.

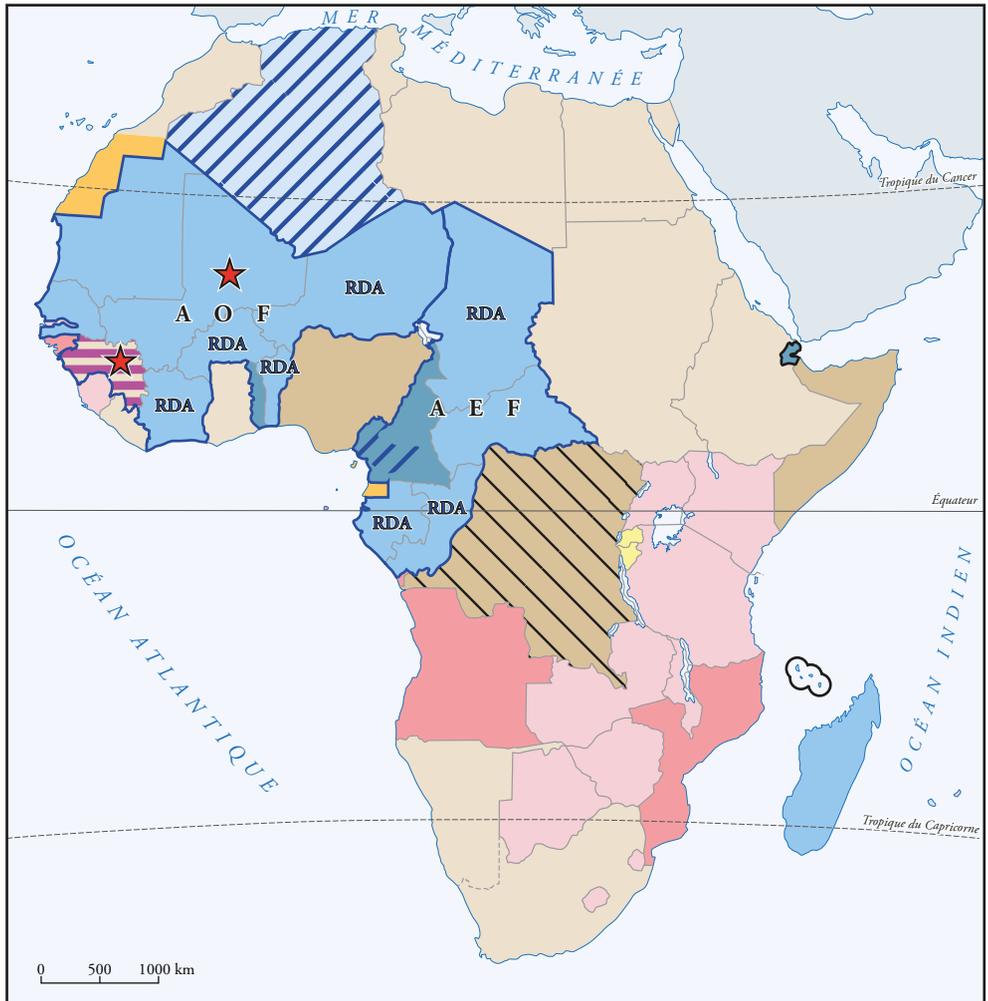
Parce que le nickel est un socle essentiel du développement économique et industriel du territoire, le général de Gaulle et Georges Pompidou font de sa maîtrise un enjeu politique fort. Il s'agit d'abord de contrebalancer le monopole détenu par la SLN et de veiller à ce que les intérêts des petits mineurs n'aillent pas à l'encontre de ceux de la France tout en desserrant l'emprise exercée par une minorité d'acteurs locaux, impliqués à la fois dans les champs économiques et politiques, et dont les autorités peuvent souligner le « particularisme ombrageux³⁵ ». Le développement industriel du territoire que fait espérer le boom du nickel est également vu comme un moyen d'approfondir les liens unissant l'archipel à la France, notamment en améliorant la situation socio-économique et en y favorisant un courant migratoire capable de contrer l'émergence des revendications politiques kanak. La création d'une seconde usine reste toutefois une priorité inaboutie des présidences de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou qui ont pu investir ce projet de moyens et de finalités différents. Au cours de ces années, Jacques Foccart n'eut de cesse de soutenir une implication directe de l'État dans la filière nickel afin de peser sur le destin du territoire et de garder sous contrôle les intérêts des sociétés étrangères ; une ligne qui va s'imposer. Le nickel mêle et révèle ainsi des enjeux à la fois stratégiques, socio-économiques et politiques aux implications à la fois locales, nationales et internationales. En ce sens, il constitue donc bien un des leviers de la puissance de la France.

35 AN, 19940227/65, Note sur les réformes institutionnelles en Nouvelle-Calédonie.

Cartes

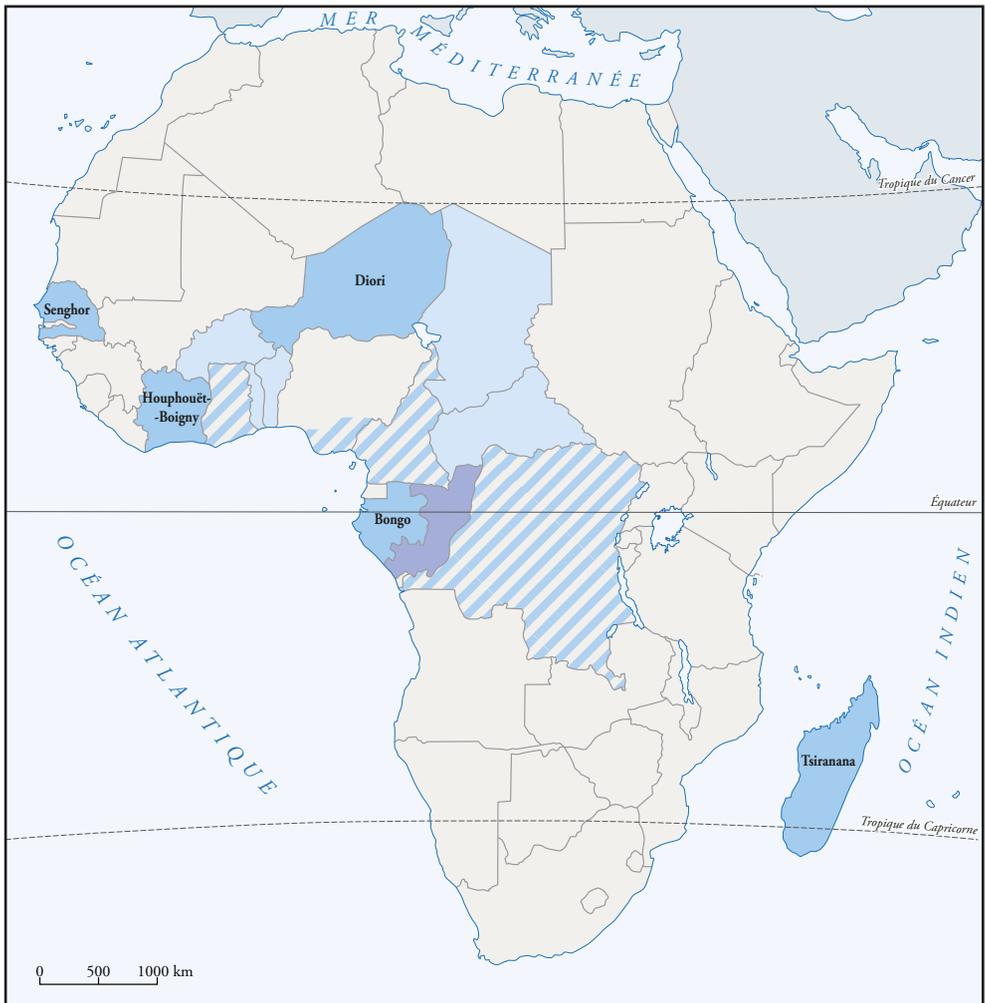


L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)



| L'Empire français | 1960 : année de l'Afrique | Le crépuscule colonial |
|--------------------------------|--|-----------------------------|
| Département | Guerres coloniales françaises | État indépendant avant 1960 |
| Colonie | Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire | État indépendant en 1960 |
| Fédérations AOF et AEF (1958) | Territoires non décolonisés | Colonies en 1960 |
| Territoire sous tutelle | Gouvernement RDA tendance Houphouët | belge |
| « Non » à la Communauté (1958) | 1 ^{re} crise ONU (indépendance du Congo en 1960) | britannique |
| | | espagnole |
| | | portugaise |

De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



« Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

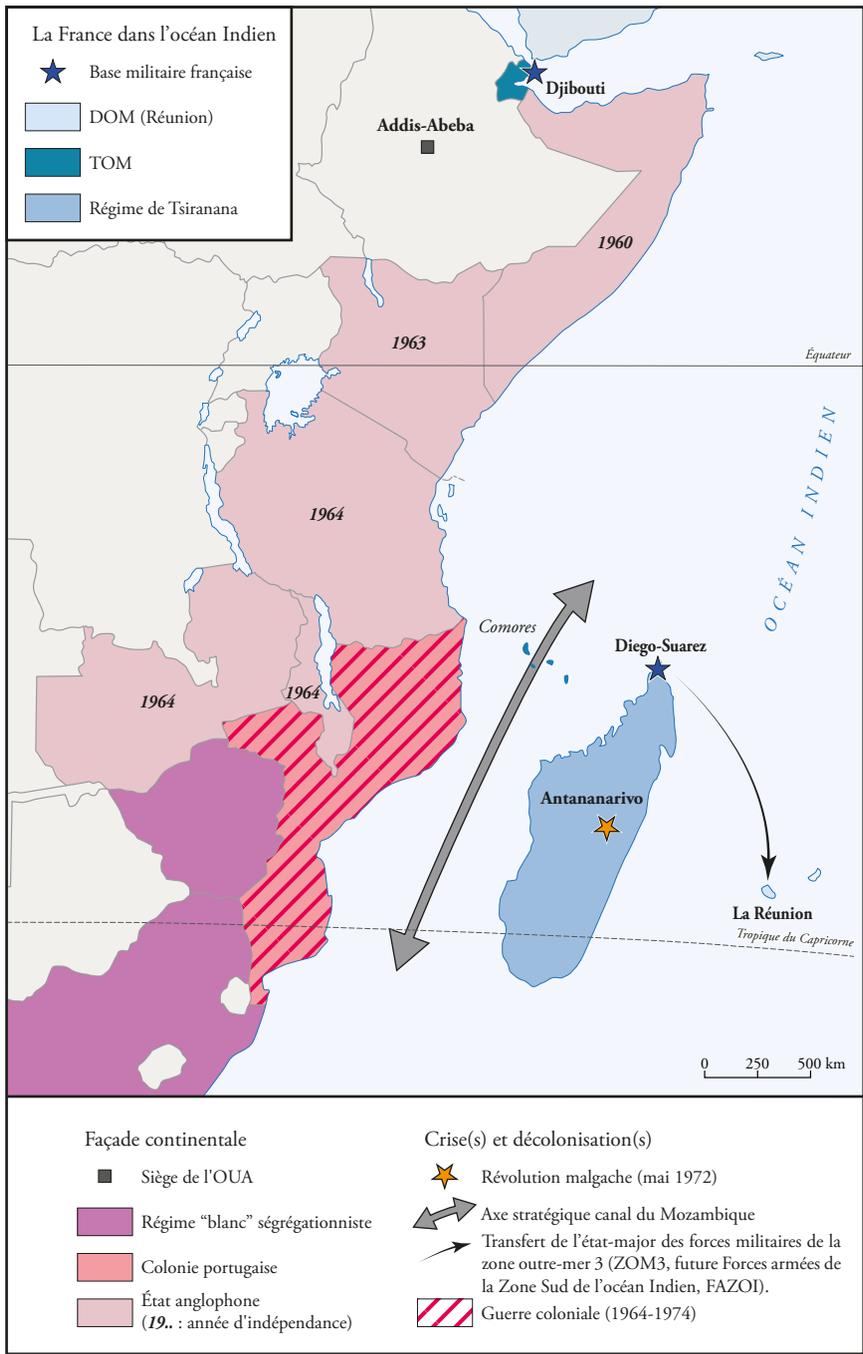
« D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

« La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...] »

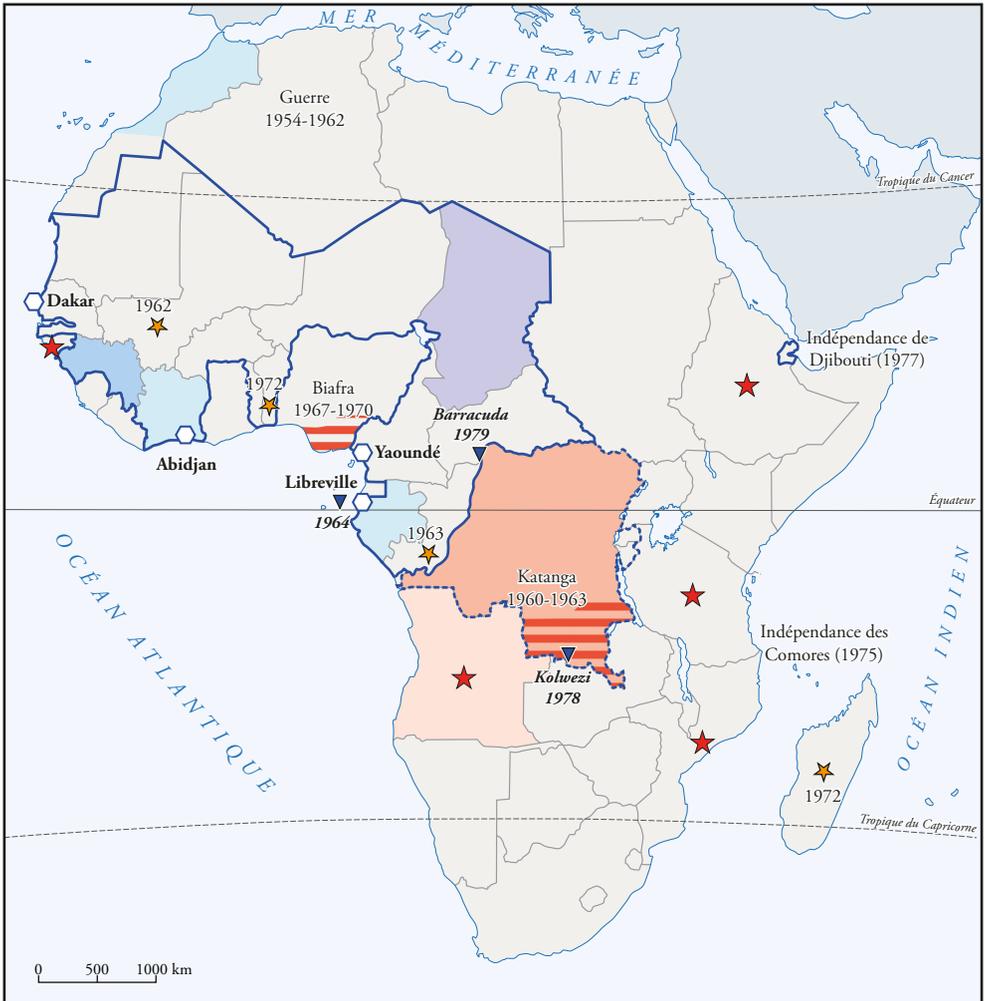
« C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit
Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?

La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit

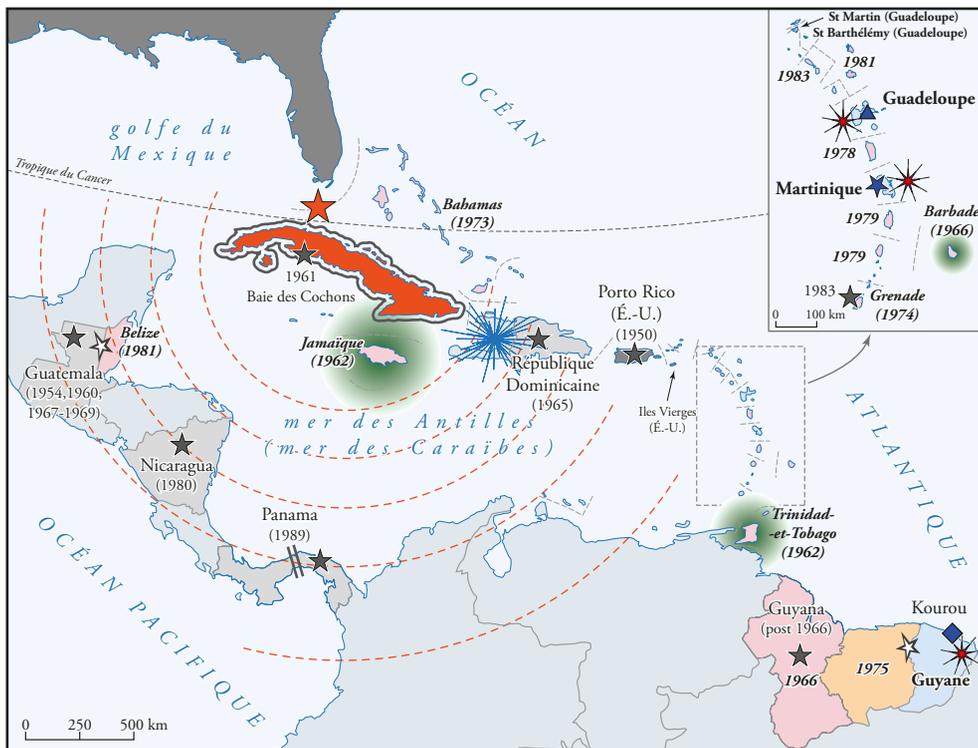


La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



- | | |
|--|--|
| Principaux postes du SDECE | Régime révolutionnaire communiste de la guerre fraîche (années 1970) |
| Principales interventions parachutistes | Régime « révolutionnaire » au sein du « pré carré » |
| « Pré carré » originel | Congo, point de fixation de la guerre froide |
| Extension du « pré carré » à l'Afrique centrale et à l'Afrique des Grands Lacs francophones (dès 1960) | Soutien de sécession |
| Pays relais de la politique foccartienne | Angola, front de la « guerre fraîche » |
| Opération « Persil » en Guinée (1960) | |
| Première intervention militaire | |

Le « pré carré » et l'héritage de Foccart (1960-1980)



La France dans les Caraïbes

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

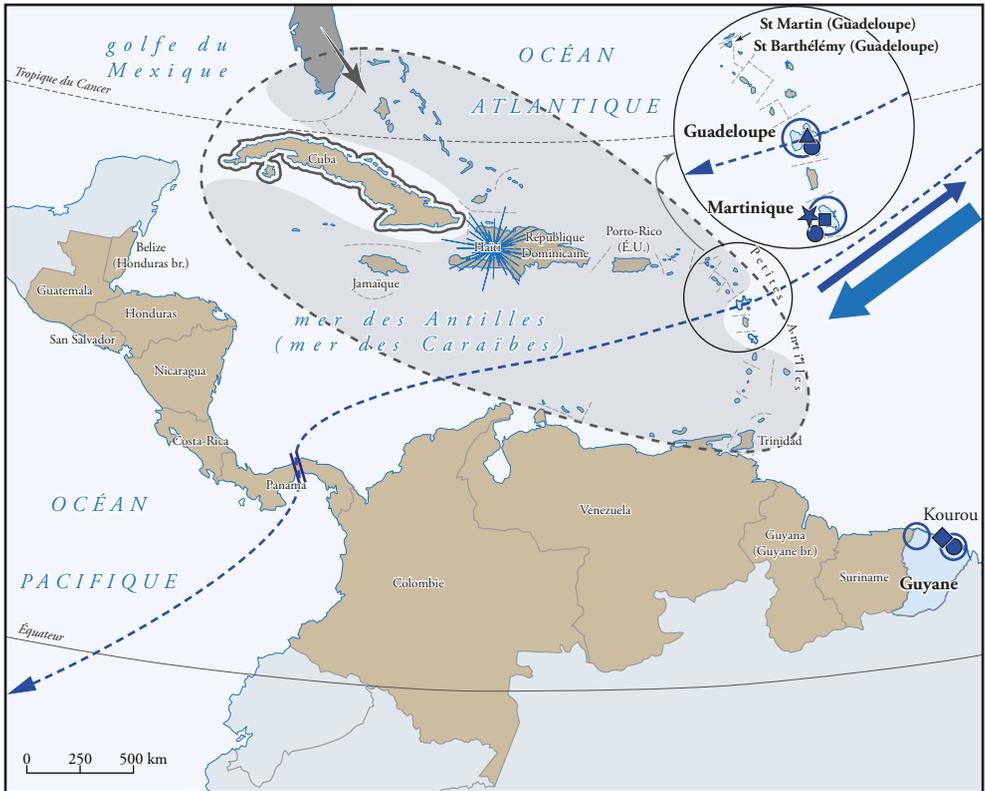
Présence et influence des États-Unis

- ≡ Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

Décolonisation et Guerre froide

- Révolution cubaine (1959)
- Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

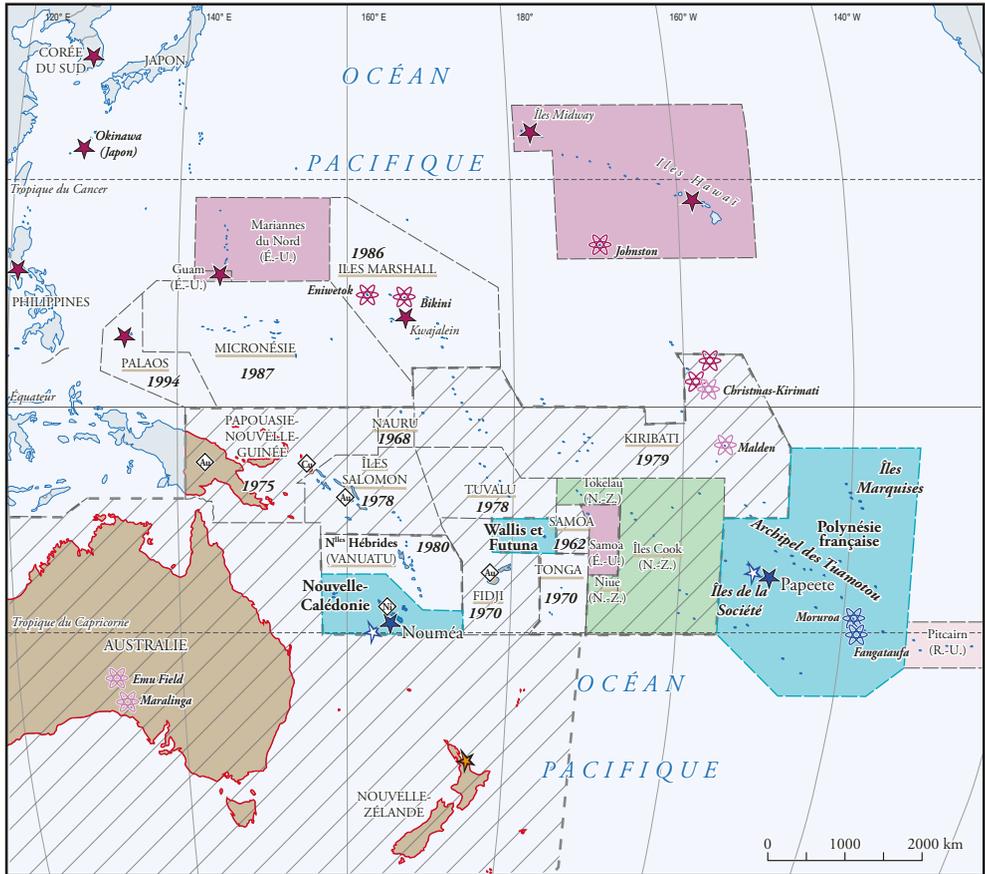
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole : flux Antilles vers métropole
- ➔ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- ☼ Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



La France dans le Pacifique

- ★ Base militaire
 - ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
 - ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
 - ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
 - TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
 - Possessions françaises
- Ressources minières**
- ⬢ Cuivre
 - ⬢ Nickel
 - ⬢ Or

**Environnement régional :
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

Secrétariat particulier

- Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]
- Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]
- Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]
- Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]
 - Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]
 - Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1960-1974) [5 AG F/71-143]

Papiers du conseiller présidentiel

- Conseiller politique [5 AG F/144-317]
 - Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]
 - Union française (1958) [5 AG F/145]
 - Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]
 - Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]
 - Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]
 - Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]
 - Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]
- Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]
 - Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]
 - Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968) [5 AG F/320-331]
 - Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]
 - Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]
- Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]
 - La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]
 - Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]
 - Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]
 - Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]
 - Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)
 [5 AG F/506-523]
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-1973) [5 AG F/524-527]
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-746]
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-1974) [5 AG F/842-878]
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-1037]
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]
Maurice Ligoit (1960-1964) [5 AG F/1011]
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

« Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)
 [5 AG F/2207-2315]
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
 - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
 - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
 - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
 - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
 - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
 - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
 - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
 - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
 - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
 - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
 - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

Affaires militaires

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
 - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
 - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

Affaires économiques et financières

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
 - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
 - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
 - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
 - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
 - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
 - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
 - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
 - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
 - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
 - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
 - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
 - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
 - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
 - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
 - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
 - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
 - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
 - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
 - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
 - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
 - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
 - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
 - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
 - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
 - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
 - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
 - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
 - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
 - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
 - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
 - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
 - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
 - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
 - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
 - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
 - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
 - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
 - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
 - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
 - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
 - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
 - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
 - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
 - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)
[5 AG F / 4147-4155]

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.

Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.

ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

Journal de l'Élysée, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

Journal de l'Élysée, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995¹.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963².

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982³.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général : mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945⁴.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969⁵.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993⁶.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISSETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1983.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Mauriceau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX^e siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I^{er}, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2^e éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX^e siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016⁸.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX^e siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX^e au XX^e siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV^e et la V^e République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII^e-XX^e siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

FILMS DOCUMENTAIRES

Bokassa I^{er}, empereur de Françafrique, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

Cameroun. Autopsie d'une indépendance, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

Françafrique, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

Histoire de l'outre-mer, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

Pouvanaa, l'élu du peuple, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012), de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

François Audigier est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

Laurence Badel est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

Françoise Banat-Berger, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

Arthur Banga est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408 **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

Nicolas Courtin est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX^e-XX^e siècle) (2017, à paraître).

Olivier Dard est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

Olivier Feiertag est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx^e siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII^e siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

Pascal Geneste, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx^e siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

Charly Jollivet est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

Anna Konieczna est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

Sébastien-Yves Laurent, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII^e-XX^e siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

Sylvain Mary est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

Guia Migani est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

Mélanie Torrent est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

Frédéric Turpin est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

Klaas van Walraven est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4^e éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

| | |
|--------|--|
| ABCEAO | Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris) |
| AMAE | Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve) |
| AN | Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine) |
| ANM | Archives nationales de Madagascar (Antananarivo) |
| ANMT | Archives nationales du monde du travail (Roubaix) |
| ANOM | Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence) |
| CAEF | Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple) |
| CHETOM | Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus) |
| CNDRS | Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores) |
| FNSP | Fondation nationale des sciences politiques (Paris) |
| NLA | National Library of Australia (Canberra) |
| TNA | The National Archives (Kew, Londres) |
| SHD | Service historique de la Défense (Vincennes) |

421

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|---|
| Préface..... | 7 |
| Françoise Banat-Berger | |
| Introduction. Jacques Foccart, une vie politique..... | 9 |
| Olivier Forcade | |

PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

| | |
|--|----|
| Foccart face à ses sources..... | 25 |
| Jean-Pierre Bat | |
| René Journiac, « le Foccart de Giscard »?..... | 49 |
| Pascal Geneste | |
| Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire..... | 65 |
| Frédéric Grah Mel | |

DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

| | |
|---|-----|
| La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente..... | 81 |
| Arthur Banga & Camille Evrard | |
| Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ... | 97 |
| Nicolas Courtin | |
| Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974)..... | 117 |
| Klaas van Walraven | |
| Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien..... | 133 |
| Walter Bruyère-Ostells | |
| « Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest..... | 145 |
| Mélanie Torrent | |

| | |
|--|-----|
| La France, l'Afrique et la connexion marocaine..... | 163 |
| Pierre Vermeren | |
| Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa..... | 177 |
| Jean-Marc Regnault | |
| Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart..... | 191 |
| Anne Leblay-Kinoshita | |

TROISIÈME PARTIE
LA « MÉTHODE FOCCART »

| | |
|---|-----|
| Foccart, l'OAS et l'extrême droite..... | 203 |
| Olivier Dard | |
| Jacques Foccart et le Service d'action civique..... | 219 |
| François Audigier | |
| Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide..... | 231 |
| Sébastien-Yves Laurent | |
| Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974)..... | 239 |
| Sylvain Mary | |
| L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974)..... | 255 |
| Charly Jollivet | |
| Jacques Foccart : pourquoi la légende noire?..... | 265 |
| Frédéric Turpin | |

QUATRIÈME PARTIE
AFFAIRES DIPLOMATIQUES
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

| | |
|--|-----|
| La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire..... | 287 |
| Olivier Feiertag | |
| La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972)..... | 309 |
| Guia Migani | |
| Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970..... | 323 |
| Laurence Badel | |

| | |
|--|-----|
| Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974).. | 341 |
| Sarah Mohamed-Gaillard | |
| L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue » | 353 |
| Anna Konieczna | |
| Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique. | 369 |
| Saliou Mbaye | |
| Cartes | 373 |
| Jacques Foccart en quelques dates | 383 |
| Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales..... | 385 |
| Bibliographie | 393 |
| Notices biographiques | 407 |
| Index | 413 |
| Table des abréviations des centres d'archives et de documentation | 421 |
| Crédits photographiques | 422 |
| Table des matières | 423 |

